

6 Société et Culture

Habitat / Logements sociaux d'Angondjé  
L'opération se poursuit

F.B.E.M  
Libreville / Gabon

**DEBUTÉE**, mardi dernier, l'opération de déguerpissement des squatteurs des logements sociaux d'Angondjé s'est poursuivie hier. Le premier jour, il a surtout été question de recenser les biens dans les maisons, et de changer les serrures des habitants les plus récalcitrants qui refusaient de rendre les clés. L'opération a ainsi pris du relief, hier, avec des délogements à la chaîne, menées par une cohorte de policiers dépêchés sur les lieux. Sous la supervision d'huissiers de justice.

« Nous partons du principe que personne n'est sorti des maisons, malgré les répités qui leur ont été accordés. Aujourd'hui, il est question de sortir les effets des maisons illégalement occupées, puis de les sceller. Si, après cela, les habitants illégaux reviennent à la charge, ils s'exposeront à des poursuites judiciaires », a fermement lancé l'un des huissiers de justice, Cynthia Vanessa Nzang Meyé. L'on pouvait apercevoir,



Photo : AEE

Résignés, plusieurs habitants ont sorti leurs effets, aidés par des policiers.



Photo : AEE

Les biens matériels des squatteurs étaient visibles à perte de vue, hier.



Photo : AEE

Contrairement à la rumeur selon laquelle les squatteurs auraient mis le feu aux maisons, ce sont plutôt des tuyaux qui ont brûlé.



Photo : AEE

Après avoir vidé une maison, les huissiers de Justice se chargeaient de la sceller.

dans cette vaste cité, des matelas, des postes téléviseurs et autres matériels, entassés à la devanture des maisons, au rythme de la progression des agents commis à la tâche. En face, les illégaux, les regards vides, avaient du mal à croire ce qui leur arrivait. Le cas de Chancie Mabilia,

la quarantaine, en pleurs, qui en appelait à la clémence des autorités : « Est-ce que le déguerpissement ne pouvait pas attendre la fin de l'année scolaire ? Nos enfants sont déjà inscrits dans les établissements aux alentours. On va où maintenant ? Pourtant, on est tous des

Gabonais... » D'autres par contre ont accepté de libérer, sans résistance, les maisons illégalement occupées afin d'éviter d'éventuelles casses de la part des forces de sécurité. Lesquelles ne sont pas réputées pour la finesse de leurs gestes après un

ordre reçu. Mais ce déguerpissement s'est fait, il faut le souligner, sans débordements de la part des policiers, aidés en cela par des délogés résignés. Même si de nombreux accrochages verbaux ont été enregistrés. Toute chose qui peut se comprendre. Avec, d'un

côté, des policiers faisant leur travail, de l'autre, des squatteurs contraints de libérer des habitations dans lesquelles ils vivaient gratuitement depuis sept mois, et sur lesquelles certains avaient même entrepris des travaux d'extension.

L'on pourrait, néanmoins, se demander ce qu'il en est des autres occupants illégaux des logements sociaux de Bikele. Ce feuilletton a permis, en définitive, de se rendre compte de l'urgence pour les pouvoirs publics de mettre en place de véritables politiques pour loger les Gabonais. Car, chercher un toit à Libreville peut parfois se révéler cauchemardesque. Tant les prix et les conditions d'accès sont de plus en plus démentiels. Une récente étude, classant Libreville à la 4e place des villes les plus chères d'Afrique est là pour l'attester.

Soulignons, enfin, que la rumeur selon laquelle des squatteurs auraient brûlé des habitations n'est pas fondée. Il s'agit, en réalité, de quelques tuyaux de canalisation qui ont pris feu.

Éducation

La livraison des tables-bancs se poursuit dans les établissements scolaires

Christian G. KOUIGA  
Libreville/Gabon

Hier matin, le proviseur du lycée d'Oloumi, Georges Elie Mondjo, a réceptionné 120 des 180 tables-bancs prévus pour cette première livraison. Les 60 restants, encore en séchage, seront acheminés incessamment.

LA problématique des tables-bancs – dont la demande reste encore forte dans la presque totalité des établissements primaires et secondaires du pays – est en train d'être résolue progressivement. Du moins, depuis que le gouvernement, à travers le ministère de l'Éducation nationale, et l'entreprise Olam-Gabon ont signé une



Photo : LLIM

Le ministre de l'Éducation nationale, Florentin Moussavou (assis à g) et le proviseur du lycée d'Oloumi, Georges Elie Mondjo appréciant la qualité des tables-bancs. Photo de droite : Le lot remis au lycée d'Oloumi, hier.

convention dans ce sens. Hier matin, le ministre de l'Éducation nationale et de l'Éducation civique, Florentin Moussavou, est allé personnellement réceptionner le "colis" au lycée d'Oloumi, soit deux conteneurs de 120 tables-bancs sur les 180 prévus pour cette première livraison. Les 60 restants sont encore en phase de séchage, a indiqué la représentante

de l'entreprise Olam-Gabon chargée de leur production. Visiblement satisfait, le proviseur du lycée Paul Emane Eyeghé d'Oloumi, Georges Elie Mondjo, a remercié le gouvernement pour ce geste salutaire. Non sans demander au ministre de tutelle, Florentin Moussavou, de transmettre toute sa gratitude au président de la Répu-



Photo : LLIM

blique, Ali Bongo Ondimba, qu'il voit comme étant le principal promoteur de cette initiative. Cette opération de livraison des tables-bancs profitera davantage aux établissements scolaires publics de Libreville et de Port-Gentil. Deux villes qui accueillent le gros de la population scolarisée du Gabon. Et, dans une moindre mesure, ceux de la

commune de Lambaréné. Depuis le début de cette opération, il y a plus d'un mois, l'entreprise Olam-Gabon a déjà livré à l'Éducation nationale plus de 1 000 tables-bancs. Mais c'est encore loin du compte. Le déficit noté dans ce sens au plan national étant considérable. Toutefois, un grand pas a été franchi. Ce qui démontre, à tout le moins, la vo-

lonté du gouvernement de trouver une solution définitive à cette problématique qui constitue, chaque année scolaire, l'un des points des revendications de la Conasysed et du Sena, les deux principales entités syndicales de l'Éducation nationale.

Il y a peu, le lycée Paul Indjendjet Gondjout a reçu 380 tables-bancs. Les autres établissements déjà bénéficiaires, à ce jour, sont Sibang 1 et 2, les deux écoles du PK8, Oloumi (hier) et le collège de Moulengui-Binza (dans la province de la Nyanga), qui a ouvert ses portes cette année scolaire 2016-2017. L'opération se poursuit la semaine prochaine avec deux autres établissements, en fonction de l'urgence et du besoin.

Entretien avec le ministre de l'Éducation nationale  
Florentin Moussavou a cœur ouvert

C.G.K  
Libreville/Gabon

DANS un entretien à paraître demain dans l'Union, le ministre de l'Éducation nationale et de l'Éducation civique, Florentin Moussavou,

porte un regard froid sur les nombreuses problématiques qui minent le système éducatif national. Outre les grèves à répétition, les conflits entre lycéens, les drames jusque dans le milieu scolaire... Il dénonce également, le comportement désobligeant de certains responsables d'établisse-

ments privés avec qui l'État est lié par un contrat. Lesquels exigeraient désormais aux parents d'élèves de payer les frais de scolarité de leurs enfants, pourtant admis par voie de concours, au motif que le gouvernement accuserait un retard de paiement de sa contribution.

Autant de sujets – divers et variés – dont le ministre de l'Éducation nationale et de l'Éducation civique accepte de débattre à cœur ouvert.



Le ministre Florentin Moussavou.

Photo : F.B.E.M